

## PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU

**DE LA SÉANCE DU JEUDI 29 FEVRIER 2024 A 18 H 30**

*Salle culturelle et de séminaire G. RISTERUCCI (1<sup>er</sup> étage) de la Halle au Blé,  
située 1 place Xavier Jourdain 68130 ALTKIRCH.*

**Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,**

Date de la convocation : 23 février 2024

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs, Christophe ANTONY, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Anne-Marie BIANCOTTI, Doris BRUGGER, Nathalie BUCHER, Jean-Pierre BUISSON, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Jean-Claude EGGENSPIILLER, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT (*excepté pour le point 4*), Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Madeleine GOETZ, Annick GROELLY, Gérard GROELLY, Agnès HARNIST, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER (*jusqu'au point 6*), Agnès LORENTZ, Jean MERIGNAC, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Olivier PFLIEGER, Régine RENTZ, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Raphaël SCHMIDLIN, Georges SCHOLL, Christophe SENGELIN, Jean-Claude SCHIELIN, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Isabelle STEFFAN, Patrick STEMMELIN, Céline STEVANOVIC, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Danielle CORDIER et Messieurs Antoine ANTONY, Michel LERCH, Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote :

Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER,  
Monsieur Christian GRIENENBERGER a donné procuration à Madame Annick GROELLY,  
Monsieur Eric GUTZWILLER a donné procuration à Monsieur Jean-Luc HEUDECKER,  
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,  
Monsieur André LEHMES a donné procuration à Monsieur Patrick STEMMELIN,  
Monsieur Clément LIBIS a donné procuration à Monsieur Serge GAISSER,  
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Madame Agnès HARNIST,  
Madame Eliane OSINSKI a donné procuration à Monsieur Jean-Claude SCHIELIN,  
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT (*excepté pour le point 4*),  
Madame Fabienne REY a donné procuration à Monsieur Fernand WIEDER,  
Monsieur Fabien SCHOENIG a donné procuration à Madame Céline STEVANOVIC,  
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,  
Madame Marielle THOMANN a donné procuration à Madame Estelle MIRANDA,  
Monsieur Philippe WAHL a donné procuration à Monsieur Sylvain GABRIEL.

Étaient excusés sans représentation :

Mesdames et Messieurs Hugues DURAND, Delphine FELLMANN, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Nicolas JANDER (*à partir du point 7*), Stéphanie KELLER, Christian LERDUNG.

Étaient non excusés :

Madame Ginette HELL et Messieurs Bertrand AITA, Pierre BLIND, Bernard BUBENDORF, Yann DILLMANN, Didier LEMAIRE, Philippe RUFI, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN.

Ordre du jour :

1.	DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE .....	3
2.	APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 7 DECEMBRE 2023.....	3
3.	EXAMEN DES COMPTES DE GESTION 2023 .....	4
4.	APPROBATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2023 .....	5
A.	APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET GENERAL .....	5
B.	APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE EAU REGIE .....	5
C.	APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT REGIE .....	5
D.	APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE SPANC .....	6
E.	APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE HOTEL D'ENTREPRISE .....	6
F.	APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE ZAC.....	7
G.	APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE VALORISATION DES DECHETS .....	7
5.	AFFECTATION DES RESULTATS 2023 DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES .....	8
6.	BILAN 2023 DE LA POLITIQUE FONCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES.....	10
7.	DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024 .....	11
8.	ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME .....	12
9.	PRESENTATION DU RAPPORT SUR L'EGALITE FEMMES-HOMMES 2023 .....	14
10.	MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS .....	14
11.	DESIGNATION D'UN REPRESENTANT SUPPLEANT AU PETR PAYS DU SUNDGAU .....	15
12.	DESIGNATION D'UN REPRESENTANT TITULAIRE A L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE.....	16
13.	DESIGNATION D'UN REPRESENTANT TITULAIRE A LA MISSION LOCALE 3 FRONTIERES .....	16
14.	MODIFICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS AU PRESIDENT ET AU BUREAU.....	16
15.	DELEGATION DE COMPETENCE PARTIELLE EN MATIERE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISES A LA CEA ....	17
16.	CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION POUR LA PROMOTION ET LA FACILITATION DES CLAUSES SOCIALES DANS LA COMMANDE PUBLIQUE .....	18
17.	ADHESION AU RESEAU ECOLOGIE INDUSTRIELLE TERRITORIALE GRAND EST .....	19
18.	DETERMINATION DE LA POLITIQUE CYCLABLE COMMUNAUTAIRE .....	19
19.	VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE D'ILLFURTH .....	21
20.	CREATION D'UN POINT INFORMATION JEUNESSE .....	22
21.	GERPLAN : VALIDATION DU PROGRAMME D'ACTIONS 2024 .....	23
22.	CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA COMMUNE D'ILLTAL.....	24
23.	CONCLUSION D'UNE CONVENTION CULTURELLE PARTENARIALE AVEC LA VILLE D'ALTKIRCH.....	24
24.	DECISION DE NON-REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE POUR LE PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE COURTAVON .....	25
25.	AVIS SUR LE PROJET DE SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL ET D'HABITAT DES GENS DU VOYAGE 2024-2029.....	26
26.	COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL .....	27
27.	DIVERS .....	28



En préambule à la séance, le Président souhaite la bienvenue à Monsieur Jean-François FOERNABCHER, Maire de SCHWOBEN nouvellement élu.

Le Président donne la parole à Monsieur Nicolas JANDER, Président du PETR, qui annonce la finalisation prochaine du projet de territoire qui précisera les domaines d'intervention et les actions menées sur l'ensemble des 108 communes du territoire. Ce projet ambitieux est l'occasion de définir les actions des communautés de communes (Sud Alsace Largue et Sundgau) et du PETR permettant ainsi de travailler ensemble et conjuguer les moyens. Il salue également le travail de Madame BAMOND, vice-présidente du PETR, des présidents des communautés, des services et rappelle que ce travail est réalisé dans l'intérêt des habitants du Sundgau.

Madame Fabienne BAMOND rappelle le travail de concertation pour aboutir à la rédaction de sept fiches thématiques, très détaillées, des actions à mener sur le territoire et qui seront envoyées fin mars à l'ensemble des communes.

Ces fiches seront accompagnées d'un diagnostic, des enjeux qui en découlent, des sujets « fil rouge » pour le PETR, d'une formulation des grands objectifs pour répondre aux enjeux, d'une synthèse des sujets déjà traités par les Communautés de communes, des manques observés et du plan d'actions, des pistes de financement et d'une proposition de schéma de gouvernance.

Le calendrier suivant est proposé :

- Mars envoi des fiches ;
- Avril conférence des Maires pour échanger sur le projet ;
- Juin validation du projet ;
- Juillet rédaction et signature d'une convention d'exercice partagé.

Monsieur Serge GAISSER pense que la période budgétaire n'est pas appropriée pour prendre de grandes décisions et qu'il serait préférable de revoir le calendrier annoncé.

## **1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

Monsieur Benoît KENNARD est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance conformément aux articles L.2541-6 et L.2541-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 7 DECEMBRE 2023**

Il est proposé au Conseil d'approuver le procès-verbal de la séance du 7 décembre 2023.

**Le Conseil, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 7 décembre 2023.**

### 3. EXAMEN DES COMPTES DE GESTION 2023

Le Président rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, les comptes de gestion dressés par le receveur, accompagnés des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrit de passer dans ses écritures des budgets suivants :

- 00200 – Budget Principal ;
- 00239 – Budget Eau Potable Régie ;
- 00203 – Budget Assainissement Régie ;
- 00230 – Budget SPANC ;
- 00225 – Budget Hôtel d'Entreprises ;
- 00260 – Budget ZAC Tagolsheim ;
- 00210 – Budget Valorisation des déchets.

Monsieur Dominique SPRINGINSFELD dit que l'ensemble des élus peuvent se féliciter des résultats du budget général et des décisions prises d'augmenter les impôts locaux au plus juste pour arriver à un excédent confortable.

Mais il précise aussi que cet excédent est également lié à la refonte des participations des budgets annexes au budget général. Pour le budget eau potable, 400 000 € de plus ont été versés en 2023 par rapport à l'année précédente, ce qui équivaut pratiquement au déficit du budget annexe eau potable.

Le Président rappelle que la loi impose qu'un budget de SPIC soit totalement autonome et que l'ensemble des moyens nécessaires au fonctionnement du service soit payé par la redevance correspondante au service.

**Le Conseil, à l'unanimité, approuve les comptes de gestion suivants du comptable public, pour l'exercice 2023 :**

- 00200 – Budget Principal ;
- 00239 – Budget Eau Potable Régie ;
- 00203 – Budget Assainissement Régie ;
- 00230 – Budget SPANC ;
- 00225 – Budget Hôtel d'Entreprises ;
- 00260 – Budget ZAC Tagolsheim ;
- 00210 – Budget Valorisation des déchets.



#### 4. APPROBATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2023

Pour l'examen des comptes administratifs, le Président, quitte la salle. Monsieur Nicolas JANDER prend la présidence de la séance.

##### A. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET GENERAL

Le Conseil est appelé à examiner le compte administratif 2023 du budget 00200 – budget GENERAL.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans les budgets principaux que dans les budgets annexes.

Les chiffres du compte administratif concordent avec le compte de gestion 2023 transmis par le Comptable public de la Communauté de communes.

**Le Conseil, à l'unanimité, constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes et reconnaît la sincérité des restes à réaliser.**

**Il approuve le compte administratif pour l'exercice 2023 du budget 00200 GENERAL.**

##### B. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE EAU REGIE

Le Conseil est appelé à examiner le compte administratif 2023 du budget 00239 – budget annexe EAU REGIE.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans les budgets principaux que dans les budgets annexes.

Les chiffres du compte administratif concordent avec le compte de gestion 2023 transmis par le Comptable public de la Communauté de communes.

**Le Conseil, à l'unanimité, constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes et reconnaît la sincérité des restes à réaliser.**

**Il approuve le compte administratif pour l'exercice 2023 du budget 00239 EAU REGIE.**

##### C. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT REGIE

Le Conseil est appelé à examiner le compte administratif 2023 du budget 00203 – budget annexe ASSAINISSEMENT REGIE.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans les budgets principaux que dans les budgets annexes.

Les chiffres du compte administratif concordent avec le compte de gestion 2023 transmis par le Comptable public de la Communauté de communes.

Le Conseil, à l'unanimité, constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes et reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

Il approuve le compte administratif pour l'exercice 2023 du budget 00203 ASSAINISSEMENT REGIE.

#### **D. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE SPANC**

Le Conseil est appelé à examiner le compte administratif 2023 du budget 00230 – budget annexe SPANC.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans les budgets principaux que dans les budgets annexes.

Les chiffres du compte administratif concordent avec le compte de gestion 2023 transmis par le Comptable public de la Communauté de communes.

Le Conseil, à l'unanimité, constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes et reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

Il approuve le compte administratif pour l'exercice 2023 du budget 00230 SPANC.

#### **E. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE HOTEL D'ENTREPRISE**

Le Conseil est appelé à examiner le compte administratif 2023 du budget 00225 – budget annexe HOTEL D'ENTREPRISE.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans les budgets principaux que dans les budgets annexes.

Les chiffres du compte administratif concordent avec le compte de gestion 2023 transmis par le Comptable public de la Communauté de communes.

Le Conseil, à l'unanimité, constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes et reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

Il approuve le compte administratif pour l'exercice 2023 du budget 00225 HOTEL D'ENTREPRISES.



**F. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE ZAC**

Le Conseil est appelé à examiner le compte administratif 2023 du budget 00260 – budget annexe ZAC.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans les budgets principaux que dans les budgets annexes.

Les chiffres du compte administratif concordent avec le compte de gestion 2023 transmis par le Comptable public de la Communauté de communes.

**Le Conseil, à l'unanimité, constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes et reconnaît la sincérité des restes à réaliser.**

**Il approuve le compte administratif pour l'exercice 2023 du budget 00260 ZAC.**

**G. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 DU BUDGET ANNEXE VALORISATION DES DECHETS**

Le Conseil est appelé à examiner le compte administratif 2023 du budget 00210 – budget annexe VALORISATION DES DECHETS.

Les résultats de la gestion 2023 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans les budgets principaux que dans les budgets annexes.

Les chiffres du compte administratif concordent avec le compte de gestion 2023 transmis par le Comptable public de la Communauté de communes.

**Le Conseil, à l'unanimité, constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes et reconnaît la sincérité des restes à réaliser.**

**Il approuve le compte administratif pour l'exercice 2023 du budget 00210 VALORISATION DES DECHETS.**



## 5. AFFECTATION DES RESULTATS 2023 DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

Les comptes administratifs font apparaître des résultats qu'il convient d'affecter. Selon les instructions comptables M14, M49 et M4, l'excédent de fonctionnement doit venir financer en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé du solde des restes à réaliser.

Les affectations suivantes sont proposées :

### 00200 - BUDGET PRINCIPAL

	DEPENSES	RECETTES	TOTAL DE L'EXERCICE	RESULTAT N-1	RAR	TOTAL
FONCTIONNEMENT	- 28 396 892,84	29 824 470,06	1 427 577,22	4 505 857 ,53		5 933 434,75
INVESTISSEMENT	- 9 998 464,12	6 723 092,43	- 3 275 371,69	2 134 630,10	- 339 503,44	- 1 480 245,03
						4 453 189,72

### AFFECTATION DES RESULTATS AU 00200 – BUDGET GENERAL

002	Report d'exploitation en RECETTE	4 453 189,72 €
001	Report d'investissement en DEPENSE	1 140 741,59 €
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé (recette)	1 480 245,03 €

### 00239 - BUDGET EAU POTABLE REGIE

	DEPENSES	RECETTES	TOTAL DE L'EXERCICE	RESULTAT N-1	RAR	TOTAL
EXPLOITATION	- 8 739 007,64	8 269 330,98	- 469 676,66	5 177 232,86		4 707 556,20
INVESTISSEMENT	- 1 747 126,12	1 396 354,86	- 350 771,26	- 121 614,30	- 112 239,50	- 584 625,06
						4 122 931,14

### AFFECTATION DES RESULTATS AU 00239 – BUDGET EAU REGIE

002	Report d'exploitation en RECETTE	4 122 931,14 €
001	Report d'investissement en DEPENSE	472 385,56 €
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé (recette)	584 625,06 €

### 00203 - BUDGET ASSAINISSEMENT REGIE

	DEPENSES	RECETTES	TOTAL DE L'EXERCICE	RESULTAT N-1	RAR	TOTAL
EXPLOITATION	- 6 094 011,93	5 906 289,23	- 187 722,70	1 298 430,27		1 110 707,57
INVESTISSEMENT	- 2 910 265,63	2 991 695,79	81 430,16	1 383 246,69	- 329 000,26	1 135 676,59
						2 246 384,16





## AFFECTATION DES RESULTATS AU 00203 – BUDGET ASSAINISSEMENT REGIE

002	Report d'exploitation en RECETTE	1 110 707,57 €
001	Report d'investissement en RECETTE	1 464 676,85 €
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé (recette)	/

## 00230 - BUDGET ASSAINISSEMENT SPANC

	DEPENSES	RECETTES	TOTAL DE L'EXERCICE	RESULTAT N-1	RAR	TOTAL
EXPLOITATION	- 11 627,00	14 900,00	3 273,00	- 2 092,04		1 180,96
INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	1 228,04		1 228,04
						2 409,00

## AFFECTATION DES RESULTATS

002	Report d'exploitation en RECETTE	1 180,96 €
001	Report d'investissement en RECETTE	1 228,04 €
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé (recette)	/

## 00225 - BUDGET ANNEXE HOTEL D'ENTREPRISES

	DEPENSES	RECETTES	TOTAL DE L'EXERCICE	RESULTAT N-1	RAR	TOTAL
FONCTIONNEMENT	- 137 862,38	143 053,35	5 190,97	46 859,90		52 050,87
INVESTISSEMENT	- 73 379,99	73 261,10	- 118,89	- 13 407,85		- 13 526,74
						38 524,13

## AFFECTATION DES RESULTATS

002	Report d'exploitation en RECETTE	38 524,13 €
001	Report d'investissement en DEPENSE	13 526,74 €
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé (recette)	13 526,74 €

## 00260 - BUDGET ANNEXE ZAC

	DEPENSES	RECETTES	TOTAL DE L'EXERCICE	RESULTAT N-1	RAR	TOTAL
FONCTIONNEMENT	- 11 383,23	0,00	- 11 383,23	- 77 029,15		- 88 412,38
INVESTISSEMENT			-			

## AFFECTATION DES RESULTATS

002	Report de fonctionnement en DEPENSE	88 412,38 €
001	Report d'investissement	/
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé (recette)	/

**00210 - BUDGET VALORISATION DES DECHETS**

	DEPENSES	RECETTES	TOTAL DE L'EXERCICE	RESULTAT N-1	RAR	TOTAL
EXPLOITATION	- 7 039 863,14	6 593 751,44	- 446 111,70	1 917 306,24		1 471 194,54
INVESTISSEMENT	- 307 604,01	347 854,66	40 250,65	558 668,95	- 44 169,40	554 750,20
						2 025 944,74

**AFFECTATION DES RESULTATS**

002	Report d'exploitation en RECETTE	1 471 194,54 €
001	Report d'investissement en RECETTE	598 919,60 €
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé (recette)	/

Lors de leur séance du 15 février dernier, la Commission Finances et le Bureau ont émis des avis favorables.

Le Conseil, à l'unanimité, décide d'affecter les résultats tels qu'exposés ci-avant par son Président.

**6. BILAN 2023 DE LA POLITIQUE FONCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Le Président rappelle que l'article L.5211-37 du Code Général des Collectivités Territoriales oblige le Conseil de Communauté à débattre au moins une fois par an sur le bilan de la politique foncière menée par l'établissement public, et que ce bilan doit être annexé au compte administratif de même qu'un tableau des cessions effectuées au cours de l'année.

Ce bilan annuel porte sur les acquisitions et cessions d'immeubles ou de droits réels immobiliers effectués par la Communauté de communes. Les transactions à prendre en compte sont celles qui ont été effectuées pendant l'exercice budgétaire retracé par le compte administratif auquel le bilan est annexé. Sont concernées toutes les acquisitions et cessions, c'est-à-dire les ventes, cessions d'usufruit et de nue-propriété, les échanges, avec ou sans soulte, les donations, les legs et les baux qui confèrent à leurs preneurs des droits réels immobiliers (par exemple, les baux emphytéotiques, à construction ou à réhabilitation).

La délibération approuvant le compte administratif serait illégale en l'absence de ce bilan et du tableau des cessions effectuées au cours de l'année ou de l'un seulement de ces deux éléments.

Budget général :

TYPE	DESCRIPTION	LOCALISATION	PARCELLES	PARTIE	MONTANT
CESSION	Bâtiment	ILLFURTH	Section 7 n°122/26 et 123/27	COMMUNE D'ILLFURTH	351 900 €
ACQUISITION	Sol	WALDIGHOFFEN	Section 1 n°612	COMMUNE DE WALDIGHOFFEN	2 €

Lors de la séance du 8 février dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, prend acte que le débat annuel sur le bilan de la politique foncière 2023 de la Communauté de Communes a bien eu lieu.

Il approuve la politique foncière 2023, telle que présentée par son Président.



## 7. DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

Le Président rappelle que la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) a modifié l'article L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales dans le but d'améliorer la transparence au sein de l'assemblée délibérante, l'information des administrés, et la responsabilité financière des EPCI de 3 500 habitants et plus.

Outre son caractère obligatoire, la tenue du débat d'orientations budgétaires (DOB) en Conseil communautaire deux mois avant le vote du budget, s'accompagne de la production d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB).

Ce rapport est présenté par le Président au Conseil communautaire et doit comprendre, en application du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 :

- les orientations budgétaires ;
- l'évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;
- les engagements pluriannuels envisagés, notamment les orientations envisagées en matière de programmation relatives à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée, et les perspectives pour le projet de budget ;
- des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel et à la durée effective du travail.

Monsieur Antoine STAMPFLER demande si les travaux d'eau potable sont prévus à Walheim alors qu'ils ne figurent pas dans la liste présentée. Monsieur Dominique SPRINGINSFELD rappelle que le programme avait déjà fait l'objet d'une proposition un an en arrière et restée sans réponse malgré plusieurs relances.

Le Président propose que ce cas particulier soit traité hors séance avec les services de la Communauté de Communes.

Par ailleurs, le Président rappelle qu'il convient de mener un débat sur les projets envisagés cette année et que certains ont été évoqués lors du récent séminaire. Il ne s'agit en aucun cas d'engagements, le budget sera construit à partir des projets clairement identifiés et non pas en réflexion.

Monsieur Rémi SPILMANN souhaite évoquer la question de la fiscalité et, plus précisément, l'augmentation annoncée des taux de 2,5 %. Il rappelle que certaines communes sont également obligées d'augmenter les taux cette année. En conséquence, ne serait-il pas raisonnable que la CC Sundgau renonce à cette augmentation au profit des communes ?

Le Président rappelle que la CC Sundgau n'a pas augmenté ses taux pendant 5 ans. Parallèlement, et conformément au constat dressé par la Chambre régionale des comptes lors de son récent contrôle, l'augmentation de la fiscalité communale depuis 2017 a été de 20%. Il rappelle également qu'il est préférable d'augmenter les taux de manière raisonnable en adéquation avec les services rendus plutôt que de bloquer et d'augmenter drastiquement en une fois.

Il précise aussi que l'augmentation votée en 2023 a représenté environ 40 centimes par mois et par habitant.

Monsieur Jean ZURBACH constate que les habitants font rarement la différence entre une augmentation des taux communautaires et une augmentation des taux communaux. De même, bon nombre ne se rendent pas des services rendus par la CC Sundgau.

Le Président précise que, même si les habitants ne se rendent pas compte des services rendus, ils en profitent. Les piscines n'ont jamais connu une telle fréquentation, la nouvelle médiathèque ne désemplit pas.

Monsieur Dominique SPRINGINSFELD souhaite prendre la parole pour défendre le monde agricole. Il rappelle que lors des Assemblées Générales des 4 syndicats agricoles, des mots très durs envers l'augmentation des taxes sur le foncier non-bâti ont été prononcés. Il rappelle que l'augmentation de la taxe foncière a un impact très néfaste

sur les revenus des agriculteurs actifs mais aussi sur l'ensemble des retraités qui ont acquis du terrain et se voient aujourd'hui pénalisés.

La moyenne d'une retraite d'un agriculteur est de l'ordre de 800 à 1000 €. Chaque augmentation est donc pénalisante. Il faut faire attention de ne pas se mettre les agriculteurs à dos, nous avons besoin d'eux au travers des plans d'actions que nous mettons en place pour préserver la qualité de l'eau.

Le Président rappelle que le bâti et le non-bâti ne peuvent pas être dissociés, l'augmentation des taux d'imposition de l'un entraîne automatiquement l'augmentation de l'autre. Les agriculteurs sont soutenus par rapport aux tarifs de l'eau avec un tarif préférentiel.

Monsieur Georges RISS intervient au sujet de l'endettement de l'assainissement et rappelle qu'il s'agit d'un héritage lié à la fusion. Très souvent les dettes ont été transférées alors que les excédents nettement moins. Des travaux sont engagés chaque année selon les moyens budgétaires, il a été décidé de concentrer les efforts sur quatre communes non-assainies, Ruederbach, Heimersdorf, Bettendorf et Illtal.

Le Conseil, à l'unanimité, prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire sur la base du rapport, tel que présenté par son Président.

Il autorise son Président à signer tout acte et à prendre toute décision nécessaire à l'application de la présente délibération.

## 8. ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Il convient d'actualiser les autorisations de programme existantes, et les crédits de paiement en découlant, comme suit :

### BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)									
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
AP 5 Construction d'un ALSH à Spechbach	2 215 480,36 € 2 468 115,56 €	964,00 €	6 247,00 €	2 809,00 €	23 649,39 €	95 373,99 €	304 680,15 €	723 392,03 €	1 067 745,64 €	242 400,00 €	854,36 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)				
		2021	2022	2023	2024	2025
AP 18 Construction d'un ALSH à Muespach-le Haut	101 944,00 €	1 944,00 €	- €	7 878,00 €	80 000,00 €	12 122,00 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)				
		2021	2022	2023	2024	2025
AP 19 Médiathèque à Ferrette	1 962 000,00 €	46 262,45 €	660 250,80 €	985 308,40 €	255 486,75 €	14 691,60 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)				
		2021	2022	2023	2024	2025
AP 20 Réhabilitation du multi-accueil à Muespach-le-Haut	330 000,00 €	- €	- €	3 853,60 €	280 000,00 €	46 146,40 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)				
		2022	2023	2024	2025	2026
AP 21 PLUI Secteur	660 000,00 €	2 280,50 €	93 595,60 €	288 374,40 €	178 430,00 €	97 319,50 €



OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP (€ TTC)			
	(€ TTC)	2022	2023	2024	2025
AP 22	357 360,00 €				
Extension MA Ferrette	381 734,40 €	8 234,40 €	32 978,50 €	307 020,00 €	33 501,50 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP (€ TTC)		
	(€ TTC)	2023	2024	2025
AP 24				
MODIFICATION PLU OLTINGUE	20 000,00 €	- €	20 000,00 €	- €

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP (€ TTC)		
	(€ TTC)	2023	2024	2025
AP 26	1 386 400,00 €			
SIEGE ALTKIRCH - RENOVATION ENERGETIQUE	1 845 375,77 €	1 763,52 €	1 335 836,96 €	507 775,29 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP (€ TTC)		
	(€ TTC)	2023	2024	2025
AP 27				
BORNES RECHARGES	80 672,00 €	17 475,53 €	59 940,00 €	3 256,47 €

#### BUDGET 00239 : EAU POTABLE REGIE

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP			
		(€ HT)			
AP 10-7		2021	2022	2023	2024
MUESPACH-LE-HAUT : Rue de la Vallée	222 000,00 €	-	-	153 262,00 €	68 738,00 €

#### BUDGET 00203 : BUDGET ASSAINISSEMENT REGIE

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP					
		(€ HT)					
AP 20-4	1 152 850,20 €	2020	2021	2022	2023	2024	2025
LIGSDORF : travaux d'assainissement	1 246 174,57 €	364 666,58 €	605 882,77 €	153 131,57 €	17 687,74 €	93 324,37 €	11 481,54 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP				
		(€ HT)				
AP 20-12	1 244 640,00 €	2021	2022	2023	2024	2025
JETTINGEN : partie Nord	1 244 640,00 €	18 204,00 €	901 760,00 €	99 943,80 €	- €	224 732,20 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP		
		(€ HT)		
AP 20-16		2023	2024	2025
HIRSINGUE - Rue d'Altkirch	350 000,00 €	7566,75	50 000,00 €	292 433,25 €

Le Conseil, à l'unanimité, modifie les autorisations de programme et crédits de paiements comme exposé ci-avant par son Président.

## 9. PRESENTATION DU RAPPORT SUR L'EGALITE FEMMES-HOMMES 2023

Le Président expose qu'en application de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, les départements et les régions doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Cette présentation a lieu préalablement aux débats sur le projet de budget.

L'article L 2311-1-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose : « Dans les communes de plus de 20 000 habitants, préalablement aux débats sur le projet de budget, le maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ces dispositions sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plus de 20 000 habitants ».

Les modalités et contenu de ce rapport ont été précisés par décret n°2015-761 du 24 juin 2015.

Ce rapport présente la politique ressources humaines de la collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : recrutement, formation, temps de travail, promotion professionnelle, conditions de travail, rémunération, articulation vie professionnelle/vie personnelle.

Au-delà de l'état des lieux, il doit également comporter un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et décrire les orientations pluriannuelles.

Lors de la séance du 8 février dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, prend acte de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes 2023 préalablement aux débats sur le projet du budget pour l'exercice 2024.**

## 10. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

L'article L.332-23 du Code général de la fonction publique permet le recrutement d'agents non permanents pour cause d'accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

**Les postes non permanents à créer sont les suivants :**

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Type de contrat	Date de début	Date de fin	Echelon	Numéro du poste
1	PISCINE TAGOLSHEIM	Opérateur des APS	20/35	Accroissement temporaire	01/03/2024	31/08/2025	1er	2024-01-NP-01
1	ATTRACTIVITE	Attaché	35/35	Contrat de projet	01/06/2024	31/05/2027	1er	2024-01-NP-02
1	PETITE ENFANCE	Adjoint technique	35/35	Accroissement temporaire	01/03/2024	31/08/2025	1er	2024-01-NP-03
1	EAU	Rédacteur	35/35	Contrat de projet	01/06/2024	31/05/2027	1er	2024-01-NP-04
1	ATTRACTIVITE	Rédacteur	35/35	Contrat de projet	01/06/2024	31/05/2027	1er	2024-01-NP-05
1	MEDIATHEQUE / ENFANCE	Adjoint d'animation	35/35	Accroissement temporaire	01/03/2024	31/08/2024	1er	2024-01-NP-06

1	JEUNESSE	Animateur	35/35	Accroissement temporaire	01/06/2024	31/05/2025	1er	2024-01-NP-07
1	JEUNESSE	Adjoint d'animation	16/35	Accroissement temporaire	01/04/2024	30/04/2024	1er	2024-01-NP-08
2	JEUNESSE	Adjoint d'animation	35/35	Accroissement temporaire	01/04/2024	31/04/2024	1er	2024-01-NP-09 2024-01-NP-10
1	SECRETAIRE ITINERANTE	Adjoint administratif	35/35	Accroissement temporaire	01/04/2024	31/03/2025	1er	2024-01-NP-11

Les postes permanents à créer sont les suivants :

NB de POSTES	SERVICE	GRADE	Quotité hebdomadaire	Type de contrat	Date de début	Observations
2	TECHNIQUE	Technicien	35/35	Permanent	01/06/2024	2024-01-P-01 2024-01-P-02
1	TECHNIQUE	Adjoint technique	35/35	Permanent	01/04/2024	2024-01-P-03
1	ATTRACTIVITE	Ingénieur	35/35	Permanent	01/05/2024	2024-01-P-04
2	RESSOURCES HUMAINES	Rédacteur	35/35	Permanent	01/06/2024	2024-01-P-05 2024-01-P-06
1	ENFANCE	Animateur	35/35	Permanent	01/06/2024	2024-01-P-07

Lors de la séance du 8 février dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, modifie le tableau des effectifs, comme proposé ci-dessus.

Il autorise son Président à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par le Code Général de la Fonction Publique pour remplacer les agents momentanément indisponibles sur les postes créés ci-dessus.

Il autorise les agents nommés sur lesdits postes à percevoir des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires.

#### 11. DESIGNATION D'UN REPRESENTANT SUPPLEANT AU PETR PAYS DU SUNDGAU

Le Président indique, qu'à la suite de la démission de Monsieur Stéphane DUBS, il convient de désigner un nouveau délégué au PETR Pays du Sundgau, en tant que représentant suppléant.

Le Conseil, à l'unanimité, désigne Monsieur Joseph BERBETT en tant que représentant suppléant de la Communauté de Communes Sundgau au PETR Pays du Sundgau.



## 12. DESIGNATION D'UN REPRESENTANT TITULAIRE A L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE

Le Président indique, qu'à la suite de la démission de Monsieur Stéphane DUBS, il convient de désigner un nouveau délégué à l'établissement public foncier d'Alsace, en tant que représentant titulaire.

**Le Conseil, à l'unanimité, désigne Monsieur Olivier PFLIEGER en tant que représentant titulaire de la Communauté de Communes Sundgau à l'établissement public foncier d'Alsace.**

## 13. DESIGNATION D'UN REPRESENTANT TITULAIRE A LA MISSION LOCALE 3 FRONTIERES

Le Président indique, qu'à la suite de la démission de Monsieur Stéphane DUBS, il convient de désigner un nouveau représentant à la Mission Locale.

**Le Conseil, à l'unanimité, désigne Monsieur Michel DESSERICH en tant que représentant titulaire de la Communauté de Communes Sundgau à la Mission Locale 3 Frontières.**

## 14. MODIFICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS AU PRESIDENT ET AU BUREAU

Le Président rappelle que par délibération du 16 juillet 2020, le Conseil communautaire lui a donné délégation d'attributions, en matière de commande publique. Par délibération du 24 février 2022, le Conseil a modifié la délégation d'attribution comme suit :

- Prendre toute décision relative à la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de services, de fourniture et de maîtrise d'œuvre, dont le montant est inférieur à 215 000 € HT ainsi que la conclusion d'avenants à ces marchés et accords-cadres, dès lors que les crédits sont prévus au budget. Les marchés et accords-cadres de travaux pourront être uniques ou faisant partie d'une opération unique, dont le montant global est inférieur au seuil-ci avant indiqué. Les marchés et accords-cadres de services et de fournitures pourront être uniques ou faisant partie d'une catégorie homogène, dont le montant global est supérieur au seuil-ci avant indiqué ;
- Décider la création de groupement de commandes avec des personnes publiques ou privées pour des opérations inférieures à 215 000 € et conclure les conventions correspondantes.

Au-delà du seuil de 215 000 € HT, le Conseil communautaire a donné délégation au Bureau pour ces compétences. Ce seuil avait été fixé au regard de celui en vigueur pour les procédures formalisées en matière de fournitures et de services.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, ce seuil est passé à 221 000 € HT. Aussi, il est proposé de modifier les délégations ainsi accordées au Président et au Bureau au regard de ce nouveau seuil.

Lors de la séance du 18 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, décide de modifier la délégation d'attributions au Président et au Bureau en matière de commande publique selon les modalités décrites ci-dessus, à avoir la substitution du montant de 215 000 € HT par celui de 221 000 € HT.**

## 15. DELEGATION DE COMPETENCE PARTIELLE EN MATIERE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISES A LA CEA

Le Président rappelle qu'en application de la loi dite NOTRe du 7 août 2015 transférant la compétence en matière d'immobilier d'entreprises aux intercommunalités, les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont mis fin à leurs aides sous formes d'avance sans intérêts (ASI) à compter de 2016.

Cependant, la compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise peut être déléguée des EPCI en tout ou partie aux Départements (alinéa 4 de l'article L1511-3 du CGCT), et donc à la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

Dans ce contexte, la CeA a sollicité la Communauté de Communes en vue de procéder à une délégation d'octroi de compétence partielle, qui porterait sur les aides à l'immobilier d'entreprises et plus particulièrement sur la mise en place d'un nouveau dispositif d'avances remboursables en faveur des bâtiments relais via ALSABAIL dans le cadre d'opérations de crédit-bail.

Ces avances sans intérêts seraient attribuées à la société ALSABAIL qui porterait intégralement le risque de l'opération et répercuterait les avantages de ce dispositif sur le coût du crédit-bail de l'entreprise.

Le dispositif permettrait de mobiliser ALSABAIL, société d'économie mixte, créée à l'initiative des 2 Départements alsaciens en 1972 et où la CeA détient aujourd'hui 51,54 % du capital, Bpifrance 40,68 % et divers autres actionnaires 7,78 % (dont 6,90 % d'établissements bancaires) pour continuer à développer un outil privilégié au service de l'attractivité des territoires et de l'emploi.

Cette délégation partielle de compétence ne constitue en aucun cas un transfert de la compétence intercommunale « aide à l'immobilier d'entreprise » à la CeA, et permet à l'EPCI délégataire à la fois de préserver les pouvoirs que la loi lui confère dans le domaine de l'aide à l'immobilier d'entreprise et de conserver un contrôle sur la façon dont cette délégation de compétence est mise en œuvre par la CeA.

Les opérations éligibles portent sur la construction ou l'acquisition, par ALSABAIL, de bâtiments pour le compte d'entreprises, indépendamment de leur forme juridique, ou de sociétés civiles immobilières (présentant un actionariat identique à 80 % ou entreprise propriétaire de la SCI), en vue de l'exercice en leur sein d'activité(s) relevant notamment des secteurs suivants : industrie, artisanat, bâtiment et travaux publics, hôtellerie-hébergement, transformation dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, santé, énergies renouvelables, transports et logistique, recherche ou ingénierie, haute technologie, secteurs tertiaires prestataires de services à l'industrie et dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

Le taux d'intervention global de l'avance (de l'EPCI et de la CeA) s'élève à 30% maximum du coût du projet immobilier éligible. Le coût du projet immobilier comprend les dépenses d'achat de terrain, de viabilisation, de maîtrise d'œuvre, de mission SPS, d'acquisition et construction du bâtiment. Le montant total de l'avance attribuée à ALSABAIL est dans tous les cas de figure partagé entre l'EPCI et la CeA. La clé de répartition des allocations d'avances entre l'EPCI et la CeA sera définie au cas par cas en fonction des projets et des capacités financières de l'EPCI. La CeA fera l'avance de l'intégralité de l'aide en année N et sollicitera la participation de l'EPCI au 31 janvier de l'année N+1.

Lors de la séance du 18 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la délégation de compétence partielle à la Collectivité européenne d'Alsace en matière d'aides à l'immobilier d'entreprises, telle qu'exposée ci-dessus par son Président, correspondant au Fonds de soutien à l'investissement immobilier pour les bâtiments relais des entreprises.

Il approuve dans ce cadre le modèle de convention de partenariat à conclure, après instruction des demandes d'aides conformément aux dispositions figurant dans la convention de délégation précitée, avec chaque bénéficiaire, mentionnant les obligations et les engagements respectifs de toutes les parties.

Il autorise son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.

## 16. CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION POUR LA PROMOTION ET LA FACILITATION DES CLAUSES SOCIALES DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

Le Président indique que la clause sociale est un outil juridique mobilisable dans la commande publique. Elle consiste en la possibilité pour un donneur d'ordre, maître d'ouvrage, de réserver une partie des heures générées par un marché public à une action d'insertion. Lorsqu'un marché public comporte une clause sociale d'insertion, les candidats qui répondent ont l'obligation de faire appel à des personnes en insertion professionnelle, à savoir demandeurs d'emploi de longue durée, travailleurs handicapés, jeunes de moins de 26 ans, demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, etc...

En donnant un emploi à des personnes en difficulté, les clauses sociales constituent un outil puissant des politiques d'inclusion dans l'emploi. Elles permettent également de répondre aux problèmes de recrutement et de tension rencontrés par certains secteurs économiques.

Afin d'accompagner la Communauté de Communes dans la mise en place et le suivi de telles clauses dans les marchés publics, il est proposé de bénéficier de l'accompagnement de la Maison de l'Emploi et de la Formation (MEF) par la signature d'une convention de partenariat.

Pour ce faire, la Communauté de Communes s'appuiera sur la MEF afin de :

- Assurer l'appui technique favorisant l'application de la clause. Vis-à-vis des entreprises soumissionnaires, il consiste à apporter un conseil pour, notamment :
  - définir les volumes et les répartitions d'heures d'insertion dans les marchés,
  - mobiliser les partenaires mettant à disposition du personnel (entreprises d'intérim d'insertion),
  - valider l'éligibilité des candidats à positionner,
  - vérifier le respect des clauses auprès des entreprises attributaires,
  - ou encore assurer le suivi des heures réalisées.
- Procéder à la transmission d'une attestation pour la réalisation des heures d'insertion conformément à la clause sociale du marché ;
- Réaliser la visite des entreprises de moins de 50 salariés qui la solliciteront sur un premier niveau d'appui RH.

La MEF veille ainsi au bon fonctionnement du dispositif sur le territoire et facilite sa mise en œuvre.

En contrepartie, il sera demandé le versement d'une subvention de 10 000 € pour la durée de la convention, à savoir du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.

Lors de la séance du 18 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, approuve la convention de partenariat avec la Maison de l'Emploi et de la Formation pour la promotion et la facilitation des clauses sociales dans la commande publique, telle que présentée par son Président.**

**Il autorise son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.**



## 17. ADHESION AU RESEAU ECOLOGIE INDUSTRIELLE TERRITORIALE GRAND EST

Le Président rappelle que la Communauté de Communes s'était engagée dans une démarche d'économie circulaire – Ecologie Industrielle Territoriale (EIT), portée par l'ADEME et la Région Grand Est via CLIMAXION. La vocation de cette démarche était de permettre le développement de l'EIT sur les territoires pour travailler la résilience économique de ces derniers dans le contexte de changement climatique. Les soutiens financiers étaient évolutifs et permettaient d'accompagner en premier lieu le développement et la mise en œuvre d'une démarche EIT puis leur pérennisation.

En parallèle de ce financement direct, une animation de réseau a été amorcée pour appuyer les différentes démarches EIT et apporter une dynamique à l'échelle régionale. La prestation d'animation et d'appui technique a fait l'objet d'un marché financé par l'ADEME et renouvelé par trois fois (mission assurée par le collectif du Club d'Ecologie Industrielle de l'Aube [CEIA] et Initiatives Durables).

Aujourd'hui, les démarches EIT ne sont plus soutenues financièrement au niveau du Grand Est. Pour autant, compte tenu des enjeux s'agissant de résilience des territoires face au changement climatique et à la crise énergétique, le maintien du réseau et de son animation dont la pertinence et l'intérêt ont largement été démontrés, est souhaité.

A ce titre, l'ADEME qui souhaite poursuivre son rôle d'accompagnateur et facilitateur d'action en faveur de la résilience des territoires consent à verser une subvention permettant la poursuite de l'animation de réseau au collectif « CEIA & Initiatives Durables » prêt à porter cette mission.

La nouvelle formule de financement de l'animation du réseau implique une participation maximale de l'ADEME à hauteur de 70% et un autofinancement de 10% minimum selon la participation éventuelle d'autres partenaires. L'ensemble des structures porteuses d'une démarche EIT sont sollicitées pour donner un accord de principe quant à leur participation financière.

La fourchette des montants de participation varie d'environ 500 € à 1 800 € selon le nombre de structures porteuses de démarche EIT et de financeurs autres qu'ADEME participants.

L'intérêt est de continuer à bénéficier du réseau et de ses apports tout en étant valorisé dans le cadre du programme accélérateur de transition (maintien des points attribués dans le référentiel Economie Circulaire en matière d'EIT) qui permet *in fine* d'obtenir des financements pour la mise en œuvre d'actions œuvrant pour la transition écologique.

Lors de la séance du 18 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, approuve l'adhésion de la Communauté de Communes au réseau Ecologie Industrielle Grand Est.**

**Il autorise son Président à signer la convention d'adhésion et tous actes s'y rapportant.**

## 18. DETERMINATION DE LA POLITIQUE CYCLABLE COMMUNAUTAIRE

Le Président rappelle que la Communauté de Communes Sundgau est devenue Autorité Organisatrice de Mobilité (AOM) sur son ressort territorial au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

A la suite du schéma directeur cyclable élaboré par le PETR Pays du Sundgau, des priorités ont été fixées lors du Conseil communautaire du 14 avril 2022. Il convient désormais de définir les modalités de participation et de répartition financières dans la mise en œuvre de ce schéma et la réalisation d'infrastructures cyclables sur le territoire de la Communauté de Communes.

Pour mémoire, les priorités retenues dans le cadre du schéma directeur à l'échelle de la CC Sundgau sont les suivantes :

- Réduction des discontinuités du réseau cyclable pour les axes ;
- Amélioration de l'accessibilité des établissements scolaires (RPI, collèges, lycées et équipements sportifs) ;
- Desserte des gares ;
- Aménagement des axes à fort trafic.

En juin 2023, la CeA a validé son schéma départemental structurant et dans ce cadre a fixé les modalités d'intervention sur les itinéraires suivants : Eurovélo 6, Altkirch-Ballersdorf, Altkirch-Oltingue.

Les axes suivants restent à aménager par la CeA : Ferrette-Bouxwiller, Altkirch-Heidwiller, Altkirch-Wittersdorf-Jettingen-Berentzwiller, Henflingen-Waldighoffen, Illfurth-Froeningen.

Sur ces différents itinéraires, la maîtrise d'ouvrage peut être portée par la CeA avec un financement de 80%, le reste à charge revenant aux collectivités locales. Il est également possible pour une collectivité de prendre la maîtrise d'ouvrage pour un itinéraire inscrit dans le schéma de la CeA si celle-ci souhaite réaliser plus rapidement l'aménagement que ce que prévoit le Plan Pluriannuel d'Investissement de la CeA. L'accompagnement financier de la CeA ne sera alors plus de 80% mais entre 30 et 40% selon les projets.

Sur ce réseau structurant, la CeA réalise :

- le patrouillage et le jalonnement en et hors agglomération ;
- l'entretien courant et lourd des aménagements situés sur le domaine de la CeA hors agglomération. Pour le reste, le propriétaire de l'aménagement est considéré comme le gestionnaire. Si ces derniers ont à leur charge des pistes cyclables ou des voies vertes, la CeA pourra financer une partie de l'entretien. Un conventionnement sera alors mis en place.

En agglomération, ces différents entretiens sont à la charge des communes.

La Région Grand Est a, quant à elle, mis en place un Plan Vélo pour soutenir la réalisation d'infrastructures cyclables et la mise en œuvre de services vélo. Une enveloppe de 10€ par habitant, soit 450 000€, est dédiée à l'échelle de la CC Sundgau. La maîtrise d'ouvrage des actions peut être communale mais le dépôt et le portage du dossier de demande de subvention demeure du ressort de l'autorité organisatrice de la mobilité.

Compte-tenu de ces éléments et des différentes politiques de soutien du développement des infrastructures cyclables, il est proposé que la communauté de communes Sundgau se positionne comme suit :

- Apport d'un soutien en ingénierie aux communes avec un accompagnement dans la recherche de financements, l'élaboration des dossiers de demande de subventions et, dans le cadre du Plan Vélo porté par la Région Grand Est, le dépôt des demandes sur la plateforme dématérialisée régionale ;
- Un soutien financier aux projets sous la forme d'un fonds de concours avec une participation de 50% du reste à charge, déduction faite de tous les subventionnements hors taxes et hors acquisition foncière sur les itinéraires hors agglomération (considérant que le terme d'agglomération recouvre le tissu urbain) ;
- L'entretien des infrastructures reste à la charge des communes (hors schéma départemental structurant).

A noter que les projets déposés dans le cadre du Plan Vélo de la Région Grand Est devront respecter les priorités définies ci-dessus, être conformes au cahier des charges du CEREMA et seront déposés au fil de l'eau selon leur état d'avancement et jusqu'à épuisement de l'enveloppe dédiée par la Région Grand Est.



Une convention de partenariat et de fonds de concours sera établie avec la ou les communes par projet définissant les conditions de participations financières respectives ainsi que les conditions de versement du fonds de concours.

Monsieur Fernand WIEDER souhaite savoir si le tronçon entre Illtal (Henflingen) et Waldighoffen est prioritaire sachant que c'est la seule discontinuité de la liaison entre Altkirch et Oltingue et que ce sujet est discuté depuis une vingtaine d'années.

Monsieur Christian SUTTER rappelle que ce tronçon fait partie des priorités départementales des axes structurants subventionnées à 80% par la CeA qui en assure la maîtrise d'ouvrage. La CC Sundgau ne peut pas intervenir sur l'ordre de priorité

A la suite d'une interrogation de Monsieur Hervé WERMUTH, Monsieur Christian SUTTER précise que ce sont les montants HT qui sont pris en compte et que l'on parle de 80% maximal subventionnable. La commune et la CC Sundgau se partagent à part égale le reste à charge, la CC Sundgau versant un fonds de concours à la commune à hauteur de la moitié du reste à charge.

Lors de la séance du 18 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, approuve la politique cyclable communautaire telle que présentée ci-dessus par son Président, à savoir :**

- **L'apport d'un soutien en ingénierie par la Communauté de Communes aux communes avec un accompagnement dans la recherche de financements, l'élaboration des dossiers de demande de subventions et, dans le cadre du Plan Vélo porté par la Région Grand Est, le dépôt des demandes sur la plateforme dématérialisée régionale ;**
- **Un soutien financier de la Communauté de Communes aux projets sous la forme d'un fonds de concours avec une participation de 50% du reste à charge, déduction faite de tous les subventionnements hors taxes et hors acquisition foncière sur les itinéraires hors agglomération (considérant que le terme d'agglomération recouvre le tissu urbain).**

**Il dit que l'octroi de fonds de concours sera décidé, au cas par cas, par délibération spécifique et qu'une convention financière sera conclue précisant notamment les conditions de versement du fonds de concours.**

#### **19. VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE D'ILLFURTH**

Le Président expose que la commune d'Illfurth a procédé au remplacement de la centrale d'air à l'école maternelle en 2022 afin d'en assurer la bonne ventilation des locaux.

La CCS occupe une partie de ces locaux dans le cadre de la compétence périscolaire et dispose également de locaux communs avec la commune.

Ces travaux se sont élevés à 15 085,24 € HT.

Conformément à l'article L.5214-16-V du Code Général des Collectivités Territoriales, et compte tenu de l'utilisation des locaux par la Communauté de Communes dans le cadre de la compétence périscolaire, il est proposé que la Communauté de Communes verse un fonds de concours à la commune au titre de ces travaux, à hauteur de 50 % du montant HT, à savoir 7 543,12 €.

Lors de la séance du 18 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.



Le Conseil, à l'unanimité, décide de verser un fonds de concours à la commune d'Illfurth d'un montant de 7 543,12 € dans le cadre des travaux de remplacement de la centrale d'air compte tenu de l'utilisation des locaux par la compétence périscolaire.

Il autorise son Président à signer tous actes en ce sens.

Il dit que le dépense sera imputée au chapitre 204 du budget principal 2024.

## 20. CREATION D'UN POINT INFORMATION JEUNESSE

Le Président expose qu'un Point Information Jeunesse (PIJ) est un lieu d'information et d'écoute dont la mission principale est d'aider les jeunes à trouver des informations sur tous les sujets qui les concernent.

Le PIJ est ouvert à tous (jeunes, parents et professionnels). L'accès doit être facile, gratuit, et anonyme. L'accueil se fait avec ou sans rendez-vous. Un PIJ est une mission d'intérêt général labélisée par la DRAJES (Délégation Régionale Académique à la Jeunesse à l'Engagement et au Sport) et bénéficiant d'un accompagnement du CRIJ (Centre Régional d'Information Jeunesse)

On compte plus de 1000 structures en France dont les premières ont vu le jour dans les années 1960. Seules 10 d'entre elles sont implantées dans un rayon de 100 km autour d'Altkirch, dont 4 dans le Haut-Rhin, toutes situées autour de l'agglomération Mulhousienne.

On y trouve de la documentation permettant de répondre aux préoccupations des jeunes (enseignement, métiers, emploi, formation permanente, vie pratique, loisirs et sports, vacances, pays étrangers, santé, droits...) et des services pratiques (accès internet, aide à la recherche d'emploi, annonces jobs, aide aux projets...). Au minimum, un animateur formé est toujours présent sur place, à l'écoute des jeunes. Il favorise les échanges, répond aux questions des jeunes et de leurs parents, anime des ateliers, aide les jeunes à développer des projets personnels et entretient un réseau de partenaires.

Le PIJ est complémentaire des structures présentes sur le territoire (CIO, Mission Locale, France Services, Maison des Ados, associations du territoire...). Il est bien souvent une porte d'entrée et a pour vocation d'offrir plus de visibilité tout en valorisant l'existant. Les animateurs du PIJ ont pour mission de favoriser la mise en cohérence de l'ensemble des acteurs locaux, de contribuer à les rendre plus visibles sur le territoire et de faciliter l'accès à l'information et à l'orientation de tous les publics. Pour cela, ils s'appuient également sur des dispositifs existants comme la Boussole Jeunes ou Promeneurs du Net.

Bien qu'il soit nécessaire de disposer d'un espace bien identifié, la force du PIJ est de pouvoir proposer des actions délocalisées sur l'ensemble du territoire (établissements scolaires, médiathèques...).

Dans ce contexte, il est proposé que la Communauté de Communes ouvre un PIJ à l'attention des jeunes du territoire. Ainsi, le PIJ serait ouvert les mercredis en période scolaire et le reste de la semaine sur rendez-vous. Durant les vacances, il serait ouvert tous les jours. Il est proposé d'implanter le PIJ dans le bâtiment 1 du Quartier Plessier à Altkirch, le rendant facilement accessible et à proximité de nombreux partenaires (Mission Locale, France Services, CAP, ALSA...).

Deux ETP seront mobilisés sur le PIJ mais seul un poste supplémentaire à temps plein devra être créé puisque le service jeunesse intervient déjà pour une partie de nos missions notamment concernant la parentalité et diverses actions réalisées au sein des établissements scolaires.

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, la Commission Jeunesse a émis un avis favorable.

Lors de la séance du 18 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide la création d'un Point Information Jeunesse, dans les conditions décrites par son Président.

Il autorise son Président à signer tous actes s'y rapportant.

## 21. GERPLAN : VALIDATION DU PROGRAMME D'ACTIONS 2024

Le Président rappelle que la Communauté de Communes doit adopter un programme d'actions annuel éligible au Plan de gestion de l'espace rural et périurbain (GERPLAN) porté par la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA). Les actions sont soit portées par la Communauté de Commune elle-même, soit par des communes ou d'autres porteurs de projets (associations, agriculteurs).

Le programme 2024 a été élaboré en consultant les services petite enfance / enfance / jeunesse et transition écologique, et en lançant un appel à projets auprès des communes. Ce programme se construit sur la base d'axes de travail s'appuyant sur les diagnostics environnementaux. La CEA se base annuellement sur ces axes pour orienter sa politique d'accompagnement.

Les projets de cette année s'inscrivent dans le cadre des axes du GERPLAN suivants :

- l'axe « vers un espace urbain durable » : comprend des projets de plantations diverses aux abords d'espaces publics et actions en lien à l'amélioration du cadre de vie et du confort urbain ;
- l'axe « vers un patrimoine naturel et paysager protégé et valorisé » : comprend un programme d'actions d'éducation et de sensibilisation à l'environnement à destination du grand public (thématiques espaces naturels et biodiversité) et de nos structures enfance / jeunesse (formations et animations). Il comprend également des actions de protection (mise en place de fascines vivantes) et de valorisation paysagère du patrimoine naturel ainsi que des actions de plantations (haies et vergers) et d'acquisition foncière au sein de l'espace rural ;
- l'axe « actions de communication » autour des projets inscrits dans ce programme.

Le programme GERPLAN 2024 présente 7 actions portées par la CCS, 6 portées par les communes (Altkirch, Durmenach, Hundsbach, Heidwiller et Wittersdorf) et 1 portée par une association.

Les coûts des projets et les montants de subvention sont indicatifs et seront revus au cas par cas au lancement des projets et suivant l'éligibilité des dépenses après instruction des services de la CEA.

Lors de la séance du 18 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, **approuve** le programme d'actions GERPLAN 2024.

Il sollicite la Collectivité européenne d'Alsace pour sa participation financière aux projets décrits dans le programme d'actions.



## 22. CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA COMMUNE D'ILLTAL

Le Président expose que la commune d'Illtal a mené une opération de réaménagement de la rue de la Cure au courant de l'année 2022. La Communauté de Communes a profité de ces travaux pour procéder à la pose d'une canalisation d'assainissement unitaire (eaux usées et eaux pluviales).

Afin de simplifier les démarches administratives, il a été convenu qu'une seule personne publique assurerait la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux, par le biais d'une délégation de maîtrise d'ouvrage.

Cette convention est rédigée conformément aux articles L.2422-5 et suivants du Code de la commande publique. La commune d'Illtal, à la suite d'un accord de la Communauté de Communes, a signé un devis auprès de l'entreprise PONTIGGIA d'un montant de 10 620.00 € HT, soit 12 744.00 € TTC pour des travaux de création de conduite d'assainissement unitaire et de voirie.

Les travaux ont été réalisés en septembre 2022.

La convention de délégation de maîtrise d'ouvrage régularise les conditions dans lesquelles la Communauté de Communes a délégué à la commune d'Illtal la maîtrise d'ouvrage des travaux d'assainissement unitaire dans la rue de la Cure ainsi que les modalités de participations financières de la Communauté de Communes. Dans ce contexte, la Communauté de Communes s'engage à financer l'équivalent du coût des travaux d'assainissement (4 812 €).

Lors de la séance du 8 février dernier, le Bureau a émis un avis favorable

**Le Conseil, à l'unanimité, décide de conclure une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune d'Illtal pour les travaux susmentionnés.**

**Il approuve les termes de la convention à conclure à cet effet.**

**Il autorise son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.**

## 23. CONCLUSION D'UNE CONVENTION CULTURELLE PARTENARIALE AVEC LA VILLE D'ALTKIRCH

Le Président rappelle que la Communauté de Communes Sundgau exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, dans le cadre de ses compétences facultatives, la compétence culture.

C'est dans l'objectif d'offrir une proposition culturelle accessible à l'ensemble des habitants, qu'est déclinée une programmation de spectacles et d'ateliers de médiation gratuits à destination de différents publics. La Communauté de Communes met en œuvre une programmation :

- À destination de l'ensemble des habitants durant la saison estivale ;
- À destination des élèves des écoles du territoire durant les périodes scolaires ;
- À destination du jeune public et de leurs parents durant des temps divers (vacances ; événement thématique).

Dans le cadre de cette programmation annuelle, la Communauté de Communes Sundgau engage des partenariats avec les communes du territoire en vue de rendre les propositions accessibles et itinérantes. La CCS travaille également de manière transversale avec les services de la petite enfance, l'enfance et la jeunesse, entre autres, pour créer des propositions pour un public ciblé et/ou une thématique représentée par la CCS ou un acteur du territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'établir un partenariat entre le service culturel de la Communauté de Communes Sundgau et celui de la ville d'Altkirch afin d'organiser durant l'année plusieurs spectacles / événements :



- à dimension régionale comme « Novembre pour les parents » ;
- d'ampleur intercommunale comme : « La coupe des 4 collèges », la programmation estivale ;
- d'ampleur plus locale comme la saison culturelle pour les scolaires.

Ainsi, les services culturels de la Ville et de la CC Sundgau proposeront, pour l'année scolaire 2023/2024, l'organisation de plusieurs spectacles scolaires à destination des élèves du territoire de la CC Sundgau dans la salle de la Halle au Blé.

Le choix de la programmation culturelle s'effectue en collaboration entre les services de la CC Sundgau, et le service évènementiel de la Ville d'Altkirch et la répartition des conditions d'accueil des compagnies et du public sont précisées dans la convention.

La proposition de la programmation culturelle à venir est composée notamment des spectacles suivants :

- 4 et 5 février : « Comment voyager dans la lune en suçant un bonbon » de la compagnie La Rouille (dans le cadre de MOMIX) 2 représentations scolaires (à la charge CCS) et une représentation tout public (à la charge de la Ville) ;
- 13 et 14 mai 2024 : « Papier.1 » de la compagnie En Lacets 4 représentations scolaires avec ateliers de médiation (à la charge de la CCS) ;
- 13 et 14 novembre 2024 : « Joue ta PNYX » de la compagnie Les guêpes rouges Théâtre 6 représentations scolaires (à la charge de la CCS).

La ville d'Altkirch met à disposition gratuitement la salle de la Halle au Blé et le personnel nécessaire à son bon fonctionnement pour l'accueil de ces spectacles.

Lors de la séance du 8 février dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, à l'unanimité, approuve les modalités techniques et financières du partenariat entre la Communauté de Communes et la Ville d'Altkirch pour l'organisation de la programmation culturelle, telles que présentées par son Président.**

**Il autorise son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.**

<b>24. DECISION DE NON-REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE POUR LE PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE COURTAVON</b>
--

Le Président indique que par arrêté du 24 novembre 2023, la Communauté de communes Sundgau a engagé la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Courtavon. Cette modification a pour objectif de permettre la réalisation d'un logement de fonction à proximité de l'exploitation agricole d'un éleveur de la commune.

Le dossier de modification simplifiée a été soumis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale afin qu'elle en porte examen au cas par cas et qu'elle conclue sur la nécessité ou non pour la CCS de produire une évaluation environnementale sur le projet de modification simplifiée.

Dans son avis conforme rendu en date du 18 janvier 2024, la MRAE a conclu que le projet de modification simplifiée du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine. De ce fait, la MRAE considère qu'il n'est pas nécessaire de soumettre le projet de modification simplifiée à évaluation environnementale.

Conformément au code de l'urbanisme et notamment de ses articles R.104-33 et R.104-37, il appartient à la Communauté de communes Sundgau de prendre une décision relative à la décision de la MRAE, en cohérence avec ses conclusions.

Il est proposé au Conseil communautaire de prendre la décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale sur le projet de modification simplifiée du PLU, conformément à l'avis de la MRAE.

Le projet de modification simplifiée peut ainsi être soumis à la concertation du public.

Les modalités de concertation du public suivantes sont mises en place dans le but d'associer le public au projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Courtavon, conformément à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme. La concertation du public aura lieu aux dates suivantes : du lundi 4 mars 2024 à 9h au vendredi 5 avril 2024 à 17h. Le dossier de modification du PLU est consultable en version papier au siège de la Communauté de communes Sundgau à Altkirch. Un registre de concertation est disponible au siège de la Communauté de communes Sundgau à Altkirch ainsi qu'en Mairie de Courtavon dans lesquels le public peut venir consigner des observations durant les jours et heures habituelles d'ouverture au public. Le dossier est également consultable en version numérique sur le site internet de la CCS : [cc-sundgau.fr](http://cc-sundgau.fr), et des observations peuvent être formulées par mail à [urbanisme@cc-sundgau.fr](mailto:urbanisme@cc-sundgau.fr). Ces observations seront versées au registre de concertation du public et accessible au public.

Le dossier de modification simplifié est composé des éléments suivants : Dossier de modification simplifiée comprenant les pièces du PLU modifiées, arrêtés et délibérations en lien avec la procédure, avis des Personnes publiques associées s'étant prononcées sur le projet de modification simplifiée, avis de la MRAE.

Lors de la séance du 8 février dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil, ap à l'unanimité, décide de ne pas réaliser d'évaluation environnementale sur le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Courtavon, conformément à l'avis de la MRAE.**

**Il dit que les modalités de concertation sont mises en place conformément à l'article L.102-2 du Code de l'urbanisme telles que décrites précédemment.**

#### **25. AVIS SUR LE PROJET DE SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL ET D'HABITAT DES GENS DU VOYAGE 2024-2029**

Le Président indique qu'à la suite d'une concertation menée à partir de l'été 2023, la commission départementale consultative des gens du voyage a émis un avis favorable au projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage (SDAHGV) 2024-2029.

Ce projet de schéma est le fruit d'un travail partenarial. Sur la base d'un diagnostic partagé avec les principaux acteurs du département, il constitue la feuille de route pour répondre aux besoins d'accueil, d'habitat et d'inclusion des gens du voyage.

Préalablement à l'approbation du schéma, les collectivités compétentes son consultées pour avis, conformément à la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée.

Madame Annick GROELLY soulève la problématique de la scolarisation des enfants des gens du voyage sédentarisés.

Monsieur Michel DESSERICH rappelle qu'un suivi social est prévu dans le cadre de ces projets et que le sujet de la scolarisation est bien pris en compte. On peut d'ailleurs remarquer que les enfants sont inscrits à l'école maternelle et scolariser par le biais du CNED.

Madame Isabelle STEFAN se dit favorable au projet d'amélioration des conditions de vie des gens du voyage sédentarisés mais pense qu'il faut revoir la façon dont on peut s'assurer que les enfants bénéficient de la scolarisation à laquelle ils ont droit et qu'ils soient bien présents à l'école.

Le Président souhaite que la demande des élus concernant la scolarisation des enfants soit clairement mentionnée sur la délibération.

Le Conseil, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2024-2029.

Il demande que la question de la scolarisation des enfants des gens du voyage soit traitée en tant que priorité du schéma.

## 26. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL

### DECISIONS DU BUREAU

#### BUREAU DU 18 JANVIER 2024

**DCB-001-2024 Extension du multi-accueil à Ferrette : conclusions d'avenants aux marchés de travaux.** Le Bureau a décidé de conclure un avenant aux lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 11 de l'opération d'extension du multi-accueil de Ferrette pour inclure une modification au CCAP. Il a approuvé les termes des avenants à conclure à cet effet. Il a autorisé son Président à signer ces avenants et tous actes s'y rapportant.

**DCB-002-2024 Marche de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un groupe scolaire et d'un accueil de loisirs à Oltingue : détermination de la liste des candidats admis à concourir.** Le Bureau a fixé la liste des candidats admis à concourir comme suit :

- Weber Keling ;
- Factory Architectures ;
- KNL Architecture.

Le candidat retenu en cas de désistement de l'un des 3 candidats précédents : Ara Trio

**DCB-003-2024 Approbation du plan de financement de l'animation du site Natura 2000 du jura alsacien 2024-2026.** Le Bureau a confirmé l'animation du site Natura 2000 en régie, laquelle animation sera subventionnée à 100% par l'Etat cofinancé par les fonds européens du FEDER. Il a approuvé le plan de financement de l'animation pour un montant prévisionnel de 198 194 € pour 2024-2025-2026.

**DCB-004-2024 Vote de nouveaux tarifs pour la vérification des raccordements au réseau d'assainissement lors de la vente d'un bien immobilier.** Le Bureau a décidé de fixer le tarif pour la vérification de la situation d'un bien immobilier au regard de l'assainissement collectif et non collectif lors de la vente de celui-ci, dès lors que le contrôle nécessite un déplacement sur place, à 160 € HT soit 192 € TTC. Il a décidé de fixer le tarif pour la contre-visite de la situation d'un bien immobilier au regard de l'assainissement collectif et non collectif lors de la vente de celui-ci, à 60 € HT soit 72 € TTC.

**DCB-005-2024 Demande de subvention à la CEA pour la programmation culturelle estivale.** Le Bureau a sollicité le soutien financier de la Collectivité Européenne d'Alsace à hauteur de 30 000 €. Il a autorisé son Président à signer tout document nécessaire à cette demande



**DCB-006-2024 Marche de livraison de repas des multi-accueils : avenant n°1.** Le Bureau a décidé de conclure un avenant n°1 au marché de livraison des repas avec l'entreprise L'ALSACIENNE DE RESTAURATION. Il a approuvé les termes de l'avenant à conclure à cet effet. Il a autorisé son Président à signer cet avenant et tous actes s'y rapportant.

#### BUREAU DU 8 FEVRIER 2024

**DCB-007-2024 Construction d'un accueil de loisirs a Spechbach : conclusion d'avenants.** Le Bureau a décidé de conclure :

- un avenant n°3 au lot 4 Etanchéité avec l'entreprise SCHOENENBERGER d'un montant total de 14 124,60 € HT, soit 16 949,52 € TTC, ce qui porte le montant initial du marché de 108 222,20 € HT à 132 679,30 € HT y compris les avenants n°1 et 2 ;
- un avenant n°1 au lot 6 Façade polycarbonate avec l'entreprise SCHOENENBERGER d'un montant total de 4 862,80 € HT, soit 5 835,36 € TTC, ce qui porte le montant initial du marché de 30 134,10 € HT à 34 996,90 € HT ;
- un avenant n°3 au lot 18 Electricité – Courants forts et faibles avec l'entreprise CET d'un montant total de 1 375,99 € HT, soit 1 651,18 € TTC, ce qui porte le montant initial du marché de 76 780,25 € HT à 100 601,31 € HT y compris les avenants n°1 et 2 ;
- un avenant n°1 au lot 21 Forage avec l'entreprise Forage Grand Est d'un montant total de 850,00 € HT, soit 1 020,00 € TTC, ce qui porte le montant initial du marché de 79 905,60 € HT à 80 755,60 € HT ;

Il a approuvé les termes des avenants à conclure à cet effet. Il a autorisé son Président à signer ces avenants et tous actes s'y rapportant.

**DCB-008-2024 Avenant à l'accord cadre à bons de commandes pour les branchements eau potable et assainissement.** Le Bureau a décidé de conclure un avenant n°1 à l'accord cadre à bons de commande pour les branchements eau potable et assainissement – lot 1 SECTEUR NORD comprenant l'ajout d'un prix nouveau pour la fourniture d'un regard double comptage pour des compteurs DN 15. Il a approuvé les termes de l'avenant à conclure à cet effet. Il a autorisé son Président à signer cet avenant et tous actes s'y rapportant.

**DCB-009-2024 Autorisation au président à signer le marché pour la collecte, le transport, le traitement et le suivi agronomique des boues des stations d'épuration.** Le Bureau a autorisé son Président à signer le marché de collecte, transport, traitement et suivi agronomique des boues des stations d'épuration de la CCS avec l'entreprise AGRIVALOR.

#### **27. DIVERS**

- Appel à candidature

Le Président rappelle que la CC Sundgau est représentée à la commission départementale de lutte contre la prostitution et qu'il convient de nommer un nouveau représentant. Monsieur Stéphane STAILLNI, seul candidat, est nommé membre de ladite commission.

- Détermination du lieu de la prochaine séance

Aux termes de l'article L.5211-11 du CGCT, « l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres ».

Le Conseil, à l'unanimité, donne mandat au Président pour fixer le lieu de la prochaine séance du Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 21h30.

Altkirch, le 11 mars 2024

Le Président  
Gilles FREMIOT



Monsieur Benoît KENNARD  
Directeur Général des Services  
Secrétaire de séance



